

RWANDA : un entretien avec le général Lafourcade

Le chef de l'opération «Turquoise» prévoit que le FPR va progresser jusqu'à la limite de la zone humanitaire

Lesnes, Corine

Le Monde, 9 juillet 1994

Deux tables kaki, quelques chaises éparpillées : le général de brigade Jean-Claude Lafourcade commande l'opération « Turquoise » depuis un hangar désaffecté de Goma, au Zaïre. Quinze jours après le lancement de l'opération, les effectifs sont au complet (2 494 Français), sans compter les soldats sénégalais. Le général s'estime « *raisonnablement optimiste* ».

« **Que continuez-vous à craindre ?**

- L'évolution de la situation paraît extrêmement favorable, mais tout peut changer du jour au lendemain. Si les négociations sur le cessez-le-feu n'aboutissent pas rapidement, je crains des réactions désespérées des Hutus de l'Ouest. De l'autre côté, le FPR continue de gagner du terrain à partir du moment où l'accord n'est pas signé. Il a passé le pont de Mwaka, sur la route entre Gitarama et Kibuyé. Cela pousse vingt-cinq mille réfugiés supplémentaires. On s'est mis d'accord, mais il est clair qu'ils vont progresser jusqu'à la limite de la zone humanitaire avant la conclusion d'un cessez-le-feu.

« **Qu'en est-il de la situation humanitaire ?**

- Dans la zone humanitaire, c'est en train de devenir un problème sans précédent. Il y a environ un million de personnes dans la région de Gikongoro. Le camp de Cyanika a doublé de population en huit jours, avec vingt-cinq morts de maladies par jour. Côté Burundi, la frontière est fermée et l'armée a empêché le passage des réfugiés de Butaré, qui se dirigent vers notre zone. Et nous avons aussi le cas particulier des mille Tutsis de Bissessero. On ne peut pas monter l'aide en camion à cause des pistes. Si les vingt-cinq mille réfugiés supplémentaires arrivent

de Gitarama, on va être obligés de faire un cordon. La solution serait de les regrouper avec les Tutsis du camp du Sud, mais ça m'agace, ça fait un peu regroupement de populations. Je freine un peu pour essayer de les garder dans leur village, mais cela risque de mobiliser des effectifs trop nombreux. Dans une dizaine de jours, les détachements de liaison avec la MINUAR [Mission des Nations unies au Rwanda] devraient arriver dans la zone, ce qui permettra d'ouvrir pour les organisations humanitaires une route venant du Burundi et qui passera en zone FPR.

« **L'armée n'a-t-elle pas eu un problème de renseignement l'ayant obligée à tarder à intervenir au secours de populations civiles, par crainte de rencontres avec le FPR ?**

- On manquait de renseignements sur l'Ouest. Nous n'étions pas présents depuis trois-quatre ans. Les renseignements obtenus sur les Tutsis évacués de Bissessero faisaient état d'infiltrations du FPR. Il s'est avéré que c'était un coup monté par les gens de Kibuyé.

« **Il n'est pas question de protéger des assassins** »

« **Faut-il conserver des unités d'élite de l'armée pour distribuer des biscuits dans les camps ? Ne sont-elles pas maintenant sous-employées ?**

- L'état-major m'a dit la même chose aujourd'hui. Il fallait, au début, des gens expérimentés qui gardent leur sang-froid. Si la sécurité revient, j'envisage de

renvoyer des effectifs, même si la relève de la MINUAR n'est pas arrivée. Pour l'instant, je suis en passe de régler les problèmes de sécurité, mais je crains que les passions ne s'exacerbent s'il n'y a pas de règlement politique. Dans le Nord, les FAR (forces armées rwandaises) contrôlent à peu près les milices. Dans le Sud, ce sont de jeunes voyous qui ont pris les armes. Hier, à la demande du préfet de Gikongoro, on en a désarmé neuf, qui s'étaient retranchés comme des forcenés dans une maison. Nos COS (commandos d'opérations spéciales) sont très bien équipés. Avec leurs lunettes à vision nocturne, ils ont montré à ces voyous qu'ils savaient tout ce qu'ils faisaient, et ça les a déstabilisés. On ne les a pas remis à la gendarmerie, mais au chef des FAR pour être sûrs qu'ils ne soient pas libérés.

- Comment l'armée vit-elle le fait de travailler dans des régions qui comptent nombre de coupables de massacres ?

- Il n'est pas question de protéger les assassins. Il y a une zone malsaine, à Kibuyé. Le moment venu, nous donnerons toutes nos informations à la commission internationale de l'ONU. Les arrestations, ce n'est pas notre rôle. Mais les langues se délient. Il y a même des gens qui ont reconnu devant nous avoir tué des civils et certains commencent à se dire que cela tourne mal pour eux. Ce sera à la commission internationale des Nations unies de faire le tri. »